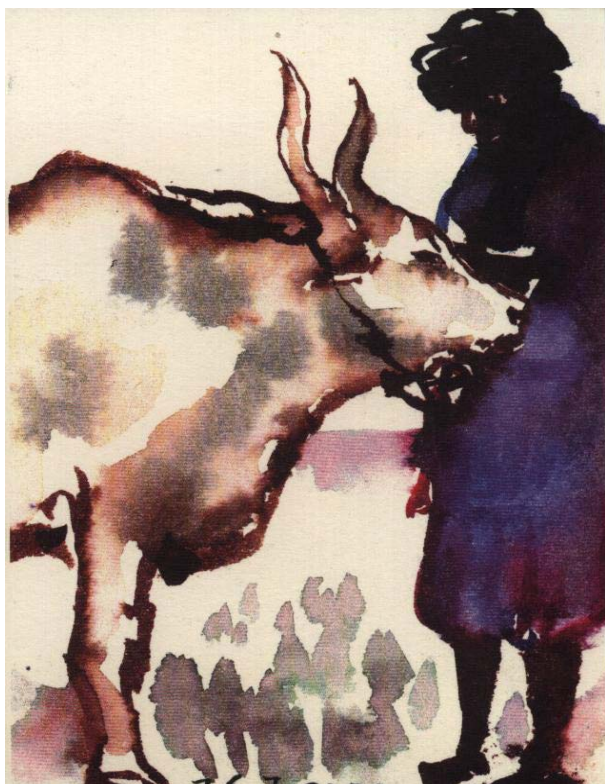


La souveraineté alimentaire en Afrique, un exemple

« Autrefois, le riz se vendait bien. Je me souviens encore de ces belles années des rizières. Dès que le producteur finissait de récolter, il vendait sa production. Il pouvait payer tous les frais de la production et il lui restait assez d'argent pour nourrir sa famille, pour acheter de nouveaux habits et pour payer la scolarité de ses enfants. Aujourd'hui, nous n'avons pas le choix, nous sommes obligés de brader notre production. Accepter de vendre notre riz au prix imposé par les commerçants, c'est travailler dur pour ne rien gagner. Nous n'avons pas les moyens de concurrencer le riz importé ».

Un producteur de riz burkinabé.

Quels sont les enjeux de l'agriculture en Afrique de l'Ouest ? En premier lieu, il faut assurer les capacités de production agricole, avant tout en céréales. Si les paysans avaient de bonnes conditions de production, la majorité des pays d'Afrique auraient la



capacité de se nourrir eux-mêmes.

Ceci est valable dans la région où les Jardins de Cocagne travaillent - la région des trois frontières

entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie - comme dans cet exemple du Burkina Faso.

Au Burkina Faso, dans la vallée du Sourou, d'importantes surfaces avaient été aménagées pour la production de riz.

Beaucoup de jeunes ont quitté leur village pour devenir producteurs de riz. Il y a quinze ans, le sac de 100 kg de riz se vendaient à 15'000 F CFA (35 CHF) environ. Aujourd'hui, le prix de vente peut tomber jusqu'à 6'000 F CFA, alors que celui des intrants (semences, produits de protection des cultures, énergie pour l'irrigation) a beaucoup augmenté. Les coopératives de production ont d'énormes difficultés à écouler leur production. Sur les marchés, le riz burkinabé n'est pas mis en valeur et les consommateurs préfèrent le riz

Si les paysans avaient de bonnes conditions de production, les pays d'Afrique de l'Ouest auraient la capacité de se nourrir eux-mêmes.

importé d'Asie, moins cher, ... mais de moindre qualité.

La prochaine conférence de l'OMC qui aura lieu à Hong Kong en décembre 2005, fera un nouvel essai de libéraliser les marchés des produits agricoles. Avec l'effet d'augmenter la pression sur la production indigène. En plus, les pays d'Afrique sont étranglés par l'obligation de rembourser les dettes. Face à ces pressions externes, les organisations paysannes et la société civile animent un vif débat. Elles font un important travail d'information, de formation et de lobbying :

- En direction des **producteurs** pour renforcer leur position professionnelle. Les paysans doivent s'organiser pour redevenir une force politique écoutée dans ces pays où la population rurale représente 80% des habitants. **L'exploitation familiale doit rester la base de la vie rurale.** C'est elle qui résiste le mieux aux crises et peut réagir de manière plus souple aux conditions (marchés, disponibilité des intrants, météo) qui peuvent changer d'une année à l'autre. Elle est aussi en mesure d'assurer une production plus écologique et durable qu'une exploitation industrielle.
- En direction des **consommateurs** pour les sensibiliser à la consommation de produits indigènes. Le consommateur des villes est mal informé et peu conscient des conséquences de ses choix. Les produits importés ont, souvent à tort, l'image de modernité et de qualité. Les produits indigènes sont souvent mal présentés et peu mis en avant par les chaînes de

Ces impressions sont le fruit de rencontres que j'ai eues lors d'un récent voyage en Afrique avec des personnalités engagées dans la défense de l'agriculture :

- Salif Sissoko, appui technique de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP), Bamako
- Maurice Oudet, Service d'Edition de Langues Nationales (SEDELAN), Koudougou, Burkina Faso
- Honoré Dè Millogo, Directeur Inades-Formation, Ouagadougou, Burkina Faso

Alfi Brungger

distribution. On ne voit que rarement de la publicité pour la production locale.

- En direction de l'**Etat**. C'est la responsabilité de l'Etat de mettre en place les conditions cadre nécessaires à une alimentation suffisante de la population. Pour cela, il n'y a qu'une solution valable : promouvoir une production agricole indigène de qualité. A cet effet, l'Etat doit défendre les intérêts des producteurs afin de leur assurer des prix rémunérateurs



pour leur production. Les Etats sont soumis à une forte pression de la part des institutions qui gèrent la mondialisation, comme la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC. Malgré cela, beaucoup d'acteurs au Sud pensent que la marge de manœuvre des pays du Sud dans la définition de leur politique agricole est bien plus grande qu'on pourrait le croire. Ce constat encourage les organisations paysannes à engager le débat et réclamer le poids politique qui leur revient dans des sociétés à 80% rurales. Elles demandent une protection de leur production contre l'importation illimitée et ruineuse pour la production indigène.

« **Vous avez raté la révolution verte et la révolution industrielle, ne ratez pas la révolution des gènes...** ». Faux ! rétorque la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain à la grande conférence qui a eu lieu à Ouagadougou en été 2004, rencontre de politiques et de scientifiques

organisée sur initiative du gouvernement des Etats-Unis pour convaincre les Etats de l'Afrique de l'Ouest et leurs producteurs des avantages des semences génétiquement modifiées. Ce qui est intéressant de constater, c'est que cette conférence était en fait une réaction aux actions de sensibilisation de la Coalition, issue de la



rencontre d'ONG rurales et du développement pour la défense de la biodiversité dans l'agriculture. Les semences génétiquement modifiées, une réalité déjà pour le coton, ne feraient que renforcer la dépendance de l'agriculture du Sud vis-à-vis des grandes entreprises de l'agro-business, comme Monsanto ou Syngenta (Novartis). En plus, la privatisation de la recherche agricole et de la production de semences poussent les techniciens agricoles africains dans les bras de l'agro-business privé, avec les conséquences sociales et idéologiques qu'on connaît. La pression est forte, chaque moyen est bon pour imposer les semences génétiquement modifiées. La mauvaise récolte de l'année passée est encore une occasion pour faire la promotion de semences miracles... et qui enlèvent aux paysans toute maîtrise des semences.

« Pour pouvoir manger, il faut d'abord produire ». L'idée de « mange et tais-toi » a montré ses limites et doit être remplacée par « décide et mange ». *Chaque nation doit avoir le droit de décider librement de sa politique agricole et alimentaire.* Les Etats et leurs populations doivent pouvoir contrôler la production, la consommation, les échanges, les importations et les exportations des biens agricoles et surtout alimentaires.

L'agriculture d'Afrique se trouve certes dans une situation particulière, mais elle subit les conséquences des mêmes concepts politiques et économiques que nous au Nord. Pour nous, Jardins de Cocagne, c'est une forte motivation à comprendre leur situation, à expliquer la nôtre à nos partenaires d'Afrique et à nous rassembler dans cette lutte.

Dessins : Oscar Baillif

Pour d'autres informations sur notre travail et les projets en Afrique : contactez-nous.

Soutenez nos projets et les activités de l'association. Merci.

Etudier les médecines traditionnelles : ethnologie, business ou santé publique ?

Conférence le 15 septembre 2005, à 20h00 à la Maison des Associations

Exposé de Jacques Falquet, biochimiste, membre du comité "Nord-Sud" des Jardins de Cocagne et responsable scientifique de l'organisation "Antenna Technologies"

Quelques pistes de réflexion :

- Une collaboration originale entre le Mali et la Suisse
- Recherche sur les savoirs traditionnels : dans quels buts ? dans quels cadres ? par qui ?
- Faut-il breveter les savoirs traditionnels ? La biopiraterie : mythe ou réalité ?
- Un cas exemplaire, le paludisme : devrait-on se soigner au village comme se soignent les touristes ?
- Quelques pistes pour développer l'autonomie villageoise en matière de santé
- Un retour vers la Suisse : avez-vous apprécié votre dernière facture d'assurance-maladie ?

World Music Festival à Vernier du 7 au 11 septembre

Concerts des musiques du monde :

Mercredi : Afrique avec Manu Dibango

Jeudi : Amérique latine - Brésil

Vendredi : Musique orientale

Samedi : Caraïbes

Dimanche : Asie

www.world-festival.ch

Stand de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC) avec quelques associations membres.

Les Jardins de Cocagne seront présents sur le stand pendant toute la durée du festival.

Venez nous donner un coup de main pour tenir le stand. Une heure, c'est déjà bien.

Contactez Monique Jäggi au 022 734 28 36 ou envoyez un message à SoliSud@Cocagne.ch!

**Les Jardins de Cocagne
Solidarité Nord et Sud,
cp 245, CH-1233 Bernex
SoliSud@Cocagne.ch
www.Cocagne.ch**

CCP: 30-175347-2, Jardins de Cocagne
Solidarité Nord et Sud, Dons